

# Journal du Lot

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi.

10 fr. par AN

HORS DU DÉPARTEMENT : 12 francs par an.

Les abonnements se paient d'avance. — Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction et Administration  
CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUÉSLANT, Directeur.

L'Agence HAVAS, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 34, et Place de la Bourse, n° 8, est seule chargée, à Paris, de recevoir les annonces pour le Journal.

PUBLICITÉ

ANNONCES (la ligne)..... 25 cent.  
RÉCLAMES — ..... 50 —

La publication des Annonces légales et judiciaires de tout le département est facultative dans le Journal du Lot.

## LA FORCE DES CHINOIS

Les Chinois ont toujours passé pour des gens incomparablement retors et, comme tels, on les a sévèrement jugés. Ils l'eussent mérité, alors même qu'ils n'exciteraient point par des actes abominables la plus légitime indignation. Il faut cependant bien le reconnaître, les Européens ne sont pas, somme toute, de force à lutter avec les Célestes. Victor-Hugo disait autrefois : « Ceci tuera cela. » Nous dirions volontiers aujourd'hui : « Ceci roulera cela. »

Pour l'instant, il n'y a rien de plus invraisemblable que l'expédition de Chine à laquelle la France contribue, ainsi que les autres puissances au point de vue militaire, maritime... et financier.

On eût pu croire qu'en faisant choix de généraux distingués et d'excellentes troupes, armées d'irréprochables canons et de fusils tout-à-fait supérieurs, pour les envoyer, par la plus grande vitesse dans l'Extrême-Orient, la France d'accord avec ses collaboratrices, entreprenait une guerre pour le progrès, pour la civilisation, pour la répression de crimes odieux, — mais enfin une guerre, si les mots conservent encore un sens.

Eh bien, chacun le sait, nous ne sommes pas en guerre avec la Chine.

L'état de paix, malgré les dramatiques incidents que chacun connaît, a persisté. Les ministres chinois ont continué à représenter une Cour qui, dit-on, s'est évaporée et qui, malgré tout n'a cessé de correspondre télégraphiquement avec eux. Ils profitent du droit des gens que leurs maîtres violent depuis des mois, depuis des années, par des assassinats et des massacres. En Europe, toucher à un des cheveux de la natte d'un chinois, ce serait un crime, et personne n'aurait l'audace de le commettre. Notez encore qu'en France, comme dans plusieurs autres contrées, pour qu'il y eût guerre, il faudrait que le Parlement eût été consulté en termes formels. Or, il ne l'a pas été et il a même approuvé de ne pas l'être.

Mais du moins, tous ces soldats feront-ils quelque chose en Chine. Il est permis de se le demander, lorsqu'on voit plusieurs des nations alliées n'avoir d'autre pensée que d'éviter de se servir des forces placées sous le commandement suprême du généralissime comte de Waldersée.

Le vieux Li-Hung-Chang est dès à présent rentré non-plus officieusement en scène, pour traiter ; il paraît que ses pouvoirs, naguère si douteux, sont maintenant tout-à-fait authentiques et indiscutables. Certain, à présent, qu'on a besoin de lui, puisqu'on lui a laissé reprendre, au point de vue politique et chinois, une situation prépondérante, il se pose dès aujourd'hui en restaurateur de l'ordre.

On télégraphie de Takou « que les soldats indigènes agissant sur l'ordre de Li-Hung-Chang exterminent les Boxers des provinces de Hu-Nan et du Tchi-Li. »

Ces braves Boxers, tantôt exterminateurs et tantôt exterminés, ils ont vraiment un parfait caractère et, eux aussi, sont en train de se réhabiliter.

Quant aux réguliers chinois qui, sur l'or-

dre de Li Hung-Chang exterminent les Boxers, ils sont, on en conviendra, tout simplement admirables. Bientôt les soldats de l'Europe ne seront plus que leurs auxiliaires. Les mandarins n'auront que peu de peine à persuader que c'est sur l'ordre du fils du Ciel que l'Europe a mobilisé ses forces militaires et maritimes.

D'autres points du territoire chinois on envoie des télégrammes tels que celui-ci : « 500 Boxers ont attaqué une patrouille de 23 hommes, 40 Boxers ont tués. » Ils deviennent tout à fait gentils ces Boxers. Ils ne demandent plus qu'à être tués ; du moment où cela fait le compte de Li-Hung-Chang et de la vieille impératrice douairière. Il n'y a qu'à leur dire : « Boxers, continuez ! »

Pour notre part, si gai, si l'on veut, que soit cet imbroglio, nous estimerions volontiers que, si c'était seulement pour assister à un tel spectacle qu'on a envoyé nos marins et soldats en Chine, ce n'était guère la peine de leur faire traverser les mers. Il est donc urgent que l'opinion soit fixée sur l'œuvre que l'Europe entend accomplir en Chine.

Maintenant, en Chine, y a-t-il une Europe ? On nous l'avait affirmé. Les faits ne semblent que trop indiquer le contraire.

La force des intérêts particuliers est et devrait être telle qu'on jurerait que c'est bien moins la Chine qui désire se réconcilier avec l'Europe que l'Europe, ou du moins chacune des puissances de l'Europe, qui a besoin de s'assurer les bonnes grâces de la Chine.

Dès lors, les Chinois, et nous le regrettons pour eux et plus encore pour nous, paraissent devoir s'en tirer à assez bon compte. Il y aurait même quelques frais de voyage à payer à Li-Hung-Chang que nous ne nous étonnerions pas.

A. B.

## EN CHINE

### L'Évacuation de Pékin

L'agence Havas a communiqué sous réserve le télégramme suivant qu'elle a reçu de Saint-Petersbourg :

Saint-Petersbourg, 11 septembre. — Le gouvernement français a donné son adhésion à la déclaration russe ayant en vue de quitter Pékin et de se replier sur Tien-Tsin. Les deux gouvernements français et russe sont pleinement d'accord sur ce point. Des instructions télégraphiques ont été adressées de Paris et de Saint-Petersbourg respectivement à M. Pichon et à M. de Giers, enjoignant à ces deux ministres et aux généraux Frey et Linevitch de se concerter, afin de prendre les mesures nécessaires pour que les représentants et les contingents militaires des deux pays quittent Pékin pour se rendre à Tien-Tsin aussitôt que les circonstances le permettront. Tout semble indiquer que le gouvernement des États-Unis imitera l'exemple de la Russie et de la France. Il en sera probablement de même du Japon. L'édit impérial communiqué aux puissances et désignant les plénipotentiaires pour négocier la paix ne nomme que le prince Ching et Li-Hung-Chang.

### Les Massacreurs

D'après une dépêche adressée de Takou au *Lokalanzeiger*, quatre Boxers, arrêtés dans le district de Pékin, occupé par les al-

lemands et reconnus coupables d'avoir assassiné des chrétiens, ont été fusillés.

D'après la même dépêche, on a trouvé dans le palais impérial un certain nombre de rapports adressés à l'impératrice douairière et donnant des détails précis sur les chrétiens assassinés chaque jour.

Une proclamation a été trouvée, qui avait été lancée par le ministre de police Choung-Li, en juillet. Cette proclamation offrait cinquante taëls pour chaque chrétien homme qui lui était remis, quarante taëls pour chaque chrétienne et trente taëls pour chaque enfant chrétien.

Le nombre des missionnaires anglais et américains qui ont péri pendant les troubles s'élève à 93. On est de plus, sans nouvelles de 170 missionnaires du Chi-Li et du Chang-Si. Il est impossible de savoir le nombre exact des catholiques tués. Parmi eux, se trouvent un grand nombre de prêtres et de religieuses françaises. Les massacres des chrétiens continuent partout. Des lettrés et des fonctionnaires subalternes envoient des mémoires à l'impératrice pour la remercier de débarrasser le pays des étrangers.

## Au Transvaal

### Le général Butler

Les journaux anglais annoncent que le général Butler a été nommé commandant du camp d'Aldershot. Ce général qu'il ne faut pas confondre avec le général Buller qui opère au Transvaal, avait été très impopulaire au début de la guerre. Il s'était attiré cette impopularité par les rapports qu'il avait adressés au War-office sur les difficultés que devait présenter la campagne dans le sud de l'Afrique. Il commandait à cette époque les forces stationnaires dans la colonie du Cap et le Natal. Très bien renseigné sur la valeur militaire des Boers, il n'avait pas hésité à déclarer que l'Angleterre aurait besoin de 200,000 hommes pour en venir à bout.

On s'était, tout d'abord, moqué de cette opinion, dont les faits devaient cependant démontrer l'exactitude. Le général Butler est donc, aujourd'hui, rentré en faveur, car le commandement d'Aldershot est un poste de choix.

## INFORMATIONS

### Le Banquet du Gouvernement

20.000 maires à Paris. — Une manifestation grandiose.

La manifestation du 22 septembre prochain sera encore plus grandiose qu'on ne le pensait, et le banquet organisé par le gouvernement pour l'anniversaire de la République constituera un spectacle inoubliable pour ceux qui y prendront part, et une démonstration démocratique telle qu'on n'en a jamais vu.

D'après le recensement général des adhésions transmises par les préfets et parvenues ce matin au ministère de l'intérieur, plus de « vingt mille » maires de France ont accepté l'invitation du gouvernement. A l'heure actuelle, le nombre exact dépasse dix-neuf mille neuf cents. Mais il manque encore les adhésions de la Creuse, de l'Isère et de l'Algérie. Le chiffre de vingt mille sera donc largement dépassé.

La Seine, qui compte 77 communes et 20 maires des arrondissements de Paris, soit un total de 97 maires, a fait parvenir 91 adhésions.

Voilà qui va faire plaisir à M. Grébauval.

La plupart des départements du Midi, qui depuis longtemps ont adhéré avec joie à la politique du gouvernement n'enverront pas beaucoup de maires.

Les préfets, dans leurs télégrammes, expliquent que la date du banquet a été pour la plupart des maires un obstacle insurmontable, en raison des vendanges qui à ce moment battent leur plein. Sans cela, on serait arrivé sans doute au chiffre de 25 000 maires.

Il suffit de rappeler qu'il y a 36 000 communes en France pour montrer le grand mouvement républicain et démocratique auquel a donné lieu l'initiative du gouvernement.

### Rendement des impôts

L'administration des finances vient de faire le relevé du rendement des impôts et revenus indirects, ainsi que des monopoles de l'Etat pendant le mois d'août 1900. Ce relevé accuse une plus-value de 12.821.100 francs par rapport aux évaluations budgétaires et une augmentation de 15.187.200 francs par rapport à la période correspondante de 1899. Le produit des huit mois écoulés de 1900 présente, par rapport aux prévisions budgétaires, une plus-value de 86.820.100 francs et une augmentation de 65.612.300 francs par rapport au produit de la période correspondante de 1889. Il importe de remarquer qu'en prévision de l'Exposition, le Parlement avait majoré les prévisions de certaines branches de l'impôt ; malgré cette majoration, les plus-values sont encore considérables.

### Le droit d'accroissement

L'administration de l'enregistrement arrive peu à peu à vaincre la résistance des congrégations récalcitrantes et à faire payer au trésor le droit d'accroissement.

D'un relevé qui vient d'être fait, il résulte que le fisc a perçu durant les huit mois écoulés de 1900 une somme de près de onze cent mille francs, exactement de 1.087.000 francs alors que durant l'année 1899, toute entière, il n'avait été perçu qu'un million. Encore convient-il de dire que l'année 1899 avait été exceptionnelle à ce point de vue, et que pour la première fois, elle permettait de constater un paiement effectif du droit d'accroissement.

### L'attentat contre le Schah de Perso

L'instruction de l'affaire Salsou peut être considérée comme close, l'auteur de l'attentat contre le Schah de Perse ayant été lundi interrogé une dernière fois par M. de Valles en présence de M. Lagasse.

Une communication du tribunal de Saint-Affrique établit que le terrassier anarchiste se nomme Salsou et non Salsou.

Hier, comme M. de Valles communiquait au prévenu les résultats de l'enquête relative à son état civil, Salsou a été pris d'un accès de gaieté et s'est écrié : « Jusqu'à présent on m'avait appelé Salsou. Vous me dites que je me nomme en réalité Salsou. Eh bien ! j'aime mieux ça. Salsou, ça veut presque dire sans le sou, et ça a toujours été à peu près mon cas. »

Le nom de l'agresseur du Schah, sur tous les actes civils et militaires qui le concernaient, se terminait par un « n », par suite d'une erreur de l'officier de l'état civil qui avait enregistré l'acte de naissance. Mais le père se nommait bien Salsou.

### La disparition du capitaine de France

La disparition du capitaine de France vient d'entrer dans la phase judiciaire. Le parquet de Besançon et l'autorité militaire, persuadés que le malheureux capitaine a été assassiné, se sont livrés à une enquête





